



**Ministère des finances et des comptes publics**  
**Ministère des affaires sociales et de la santé**

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE  
SD2C  
Maïté ROUCH  
☎ : 01.40.56.72.56

Paris, le **21 MAI 2014**

**N° D-2013-10088**

La ministre des affaires sociales et de la santé

à

M. le directeur général de la caisse nationale de  
l'assurance maladie des travailleurs salariés  
Direction des risques professionnels

**OBJET** : modalités du recouvrement des créances en cas de faute inexcusable de l'employeur (FIE).

**REFERENCE** : décret n° 2014-13 du 8 janvier 2014.

L'article 86 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 a modifié les conditions de récupération des sommes représentatives des majorations de capital ou de rente attribuées cas de FIE : ces sommes, pour les majorations ayant pris effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, ne doivent plus être récupérées sous forme de cotisation complémentaire mais d'un capital. Dans la mesure où le droit à cette majoration résulte de la reconnaissance de la FIE, ces nouvelles dispositions concernent les majorations induites par des FIE reconnues dans le cadre d'accords amiables conclus à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013 ou de décisions juridictionnelles rendues à compter de cette même date.

Le décret n° 2014-13 du 8 janvier 2014 relatif aux modalités de récupération des majorations de rente versées aux salariés par les caisses de sécurité sociale en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle imputable à une FIE a introduit dans le code de la sécurité sociale un article D. 452-1 qui prévoit que ce capital est déterminé par référence au barème utilisé pour l'évaluation des dépenses à rembourser aux caisses d'assurance maladie en cas d'accident du travail imputable à un tiers et qu'il est recouvré de la même manière que les sommes correspondant aux préjudices indemnisés au titre de la FIE en application de l'article L. 452-3 de ce même code.

Ces dispositions appellent de ma part deux précisions.

La première concerne le cas où l'incapacité permanente est indemnisée par le versement d'un capital (taux inférieurs à 10 %). La majoration consiste alors en un capital supplémentaire qu'il convient de recouvrer en tant que tel.

La seconde concerne les modalités de recouvrement des indemnités complémentaires allouées à l'assuré en cas de FIE de manière générale, c'est-à-dire aussi bien les indemnités visées à l'article L. 452-2 que celles résultant de l'article L. 452-3 dans l'interprétation qu'ont donné de cet article le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 18 juin 2010, et la Cour de cassation, notamment dans ses arrêts du 4 avril 2012.

Si l'ensemble de ces sommes font en effet désormais l'objet d'une seule et même procédure de recouvrement, ce qui constitue une mesure de simplification, j'appelle cependant votre attention sur la nécessité de tenir compte des difficultés que l'employeur est susceptible de rencontrer pour se libérer de sa dette, par exemple s'il ne s'était pas assuré contre les conséquences de sa faute inexcusable ou de celle de ses préposés comme l'autorise l'article L. 452-4.

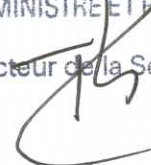
Je vous rappelle à cet égard qu'outre des délais de paiement, qui doivent constituer la première réponse dans un tel cas, les caisses d'assurance maladie ont la faculté de faire application des dispositions de l'article L. 256-4 du code de la sécurité sociale aux termes desquelles à l'exception des cotisations et majorations de retard, les créances des caisses nées de l'application de la législation de sécurité sociale, notamment dans les cas mentionnés aux articles L. 452-2 à L. 452-5, peuvent être réduites par décision motivée de la caisse en cas de précarité de la situation du débiteur, ce qui est le cas lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde ou de redressement judiciaire<sup>1</sup>.

Je vous invite en conséquence à examiner attentivement toute demande qui pourrait vous parvenir à cet effet, en tenant compte, pour chacun des cas examinés, du montant de la dette exigible et du patrimoine du débiteur.

Vous voudrez bien assurer une large diffusion de la présente lettre auprès des organismes chargés de la gestion du risque accidents du travail et me tenir informé de toute difficulté dans l'application de ces dispositions.

**POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION**

Le Directeur de la Sécurité Sociale



**Thomas FATOME**

---

<sup>1</sup> Cf. la circulaire interministérielle du 26 février 2010 relative à l'application de la loi de sauvegarde des entreprises.